



MEDITERRANEAN CITY-TO-CITY MIGRATION

ÉTUDE DE CAS DE VILLE LYON

PLACE GABRIEL PÉRI: ACTIVITÉS DE MÉDIATION POUR UNE
INTÉGRATION SOCIALE DURABLE À LYON

GESTION DES CONFLITS

ESPACE PUBLIC

MÉDIATION

PRÉVENTION

COHÉSION SOCIALE

LYON

TURIN

VIENNE

MADRID

LISBONNE

TANGER

TUNIS

BEYROUTH

AMMAN

Mise en oeuvre par



Cette étude de cas a été développée dans le cadre du projet européen MC2CM, Migration Ville à Ville en Méditerranée, un projet coordonné par l'ICMPD et financé par l'Union européenne et l'Agence suisse pour le développement et la coopération. Le projet MC2CM travaille depuis 2015 avec les villes d'Amman, Beyrouth, Lisbonne, Lyon, Madrid, Tanger, Tunis, Turin et Vienne au renforcement des connaissances sur la migration urbaine.

En outre le projet cherche à entretenir un dialogue entre pairs et un apprentissage réciproque sur les défis urbains spécifiques tels que la cohésion sociale, le dialogue interculturel, l'emploi et la mise en place de services de base pour les migrants, entre autres. Cette étude de cas a été sélectionnée par la municipalité de Lyon afin de présenter une pratique qui contribue à l'inclusion sociale des migrants au niveau local.

SOUTENIR LES ACTIVITÉS DE MÉDIATION SOCIALE À LYON POUR SÉCURISER L'ESPACE PUBLIC PLACE GABRIEL PÉRI ET FACILITER LA COHÉSION SOCIALE À LONG TERME

RÉSUMÉ

La ville de Lyon a une riche histoire migratoire et les nouveaux arrivants se concentrent souvent sur la place Gabriel Péri. Cet endroit constitue un lieu important d'arrivée des migrants, jouant un rôle central dans l'accueil, l'hébergement et l'intégration des diverses populations lyonnaises. Toutefois, ces dernières années, les tensions sociales sont en hausse place Gabriel Péri. Plus précisément, l'intensification d'un marché informel quotidien tenu par des migrants – associé aux activités dans et autour des lieux d'hébergement pour demandeurs d'asile et sans-abris du quartier – a contribué à créer une atmosphère d'insécurité pour les résidents et les commerçants locaux.

Pour atténuer ces difficultés, la Ville de Lyon a tout d'abord largement investi dans

des mesures d'aménagement visant à la sécurisation de l'espace public. Cependant, cette approche n'a pas donné de résultats satisfaisants et a au contraire contribué à accroître le sentiment de malaise au sein du voisinage. Plus récemment, la Ville a adopté une approche plus intégrée, comme l'illustre l'action confiée à l'Agence Lyon Tranquillité Médiation (ALTM). Cette initiative, conçue pour maintenir un environnement sûr et paisible sur la place Gabriel Péri, fait appel à des médiateurs sociaux en uniforme dont la mission est de favoriser la cohésion sociale à long terme dans cette zone spécifique et «problématique» de la ville. Cette intervention publique montre comment la cohésion sociale peut être renforcée par une approche holistique et pluri-acteurs, et visant à tisser du lien, à l'inverse de mesures de sécurité basées sur l'exclusion.

ARRIÈRE-PLAN ET OBJECTIFS

Lyon est la troisième ville de France, après Paris et Marseille. Située sur l'axe reliant la mer Méditerranée et l'Europe du Nord, Lyon a une riche histoire migratoire. En 2012, la part des immigrés y a atteint 13,6%, dépassant la moyenne nationale de 11,4%.

Bien qu'en France la migration relève des compétences de l'autorité nationale, les administrations locales doivent garantir l'accès aux services sociaux pour tous les résidents locaux, y compris pour les migrants nés à l'étranger. A cet égard, Lyon a mené un certain nombre de politiques inclusives notamment en matière d'habitat, de politique de la ville et de lutte contre les discriminations. Malgré ces efforts, les difficultés persistent et l'inclusion sociale des migrants reste un défi majeur.¹

La place Gabriel Péri se trouve dans le quartier de la Guillotière à Lyon, un quartier identifié comme prioritaire dans le cadre de la politique de la ville. Située au cœur de Lyon, à l'intersection de plusieurs axes de circulation majeurs, la place Gabriel Péri représente une centralité importante en termes de transports et de mobilité. De longue date, la place a joué un rôle important pour l'accueil, l'hébergement et l'intégration des populations vulnérables dans la

ville de Lyon grâce à son réseau de transport dense, la proximité de la Préfecture² et l'offre des principaux services sociaux (accueil, projet de restaurant social, point de contact pour l'assistance, divers marchés ethniques, etc.). Ces groupes socialement vulnérables comprennent des migrants (mobilité interne ou internationale) ainsi que des sans-abris, des demandeurs d'asile et des demandeurs d'asile déboutés qui ne bénéficient pas du système d'aide sociale.

L'étude de cas suivante examine l'initiative portée par la Ville de Lyon confiée à l'ALTM (**Agence Lyon Tranquillité Médiation**). Initiée en 2014, elle concentre ses efforts sur des activités de médiation sociale sur et autour de la place Gabriel Péri à Lyon.

MISE EN OEUVRE

Au cours des dernières années, la place Gabriel Péri a été le théâtre de tensions sociales croissantes, résultant de divers processus qui se superposent. La place abrite également de nombreuses activités de survie économique officieuses, la plus visible étant un marché parallèle quotidien, et d'autres activités illicites telles que la vente à la sauvette et la prostitution. Les problèmes spécifiques liés à ces économies parallèles ont aggravé les tensions sociales existantes dans et autour la place, créant une atmosphère d'insécurité et de tension pour les résidents et les commerçants du voisinage.

Pour répondre au sentiment d'insécurité sur la place Gabriel Péri, la Ville de Lyon a

² Open Society Foundations. (2015). *At Home in Europe: Europe's White Working Class Communities - Lyon*. New York: Open Society Foundation, p. 28

³ Les préfectures sont des institutions publiques délivrant les permis de séjour

initialement mis en œuvre un programme strict de mesures de sécurité. Celui-ci comprenait le retrait du mobilier urbain du quartier pour dissuader le vagabondage, l'installation de caméras de surveillance et l'amplification des opérations de police telles que saisie des marchandises, la distribution d'amendes et les arrestations. Cependant, cette approche s'est avérée non efficace: elle nécessitait d'importantes ressources financières et humaines sans entraîner d'améliorations significatives.

Face à ce constat, la Ville de Lyon a cherché des alternatives et a pris des mesures complémentaires pour calmer les tensions place Gabriel Péri. Le recours à des approches de médiation sociale se révélant efficace dans des contextes de prévention sociale, la Ville de Lyon a décidé d'adopter une approche similaire dans le cadre plus conflictuel de la Place Gabriel Péri. Un projet pilote a été mis en place en septembre 2014 avec l'Agence Lyon Tranquillité Médiation (ALTM). Contrairement aux actions sécuritaires précédentes, le projet conduit par l'ALTM fait appel à des médiateurs sociaux professionnels en uniforme qui œuvrent en faveur d'objectifs de cohésion sociale à long terme. Les médiateurs assurent une présence sur la place pendant les heures de travail du lundi au vendredi, afin de prévenir et gérer les conflits. La présence physique, la visibilité et la proximité des services sociaux permet d'apporter des solutions, tant aux besoins des habitants qu'aux besoins des migrants qui fréquentent la place. Les activités consistent à sensibiliser la population, rassurer les personnes vivant et travaillant dans le quartier de la place Gabriel Péri, apaiser les tensions, sécuriser et informer les personnes de leurs droits.

Ce projet pilote s'inscrit dans une approche multipartite. En effet, la conception et la mise en œuvre des activités du projet sont suivies par la municipalité de Lyon en partenariat avec l'Etat, Lyon Métropole, les organismes publics qui proposent des logements sociaux (Grand Lyon Habitat, OPAC du Rhône, ALLIADE Habitat, SACVL, Immobilière Rhône-Alpes et Lyon Métropole Habitat), les sociétés de transport public (SNCF, KEOLIS Lyon) et les services publics (ENEDIS GRDF, Eau du Grand Lyon et La Poste). La mise en œuvre opérationnelle du projet est, elle, coordonnée par les services de sécurité et de prévention de la Ville de Lyon, sous la direction du Maire adjoint responsable de la sécurité et de l'ordre public. Forte de son « succès », l'intervention ayant contribué à désamorcer les tensions et à globalement améliorer l'atmosphère de la place Gabriel Péri, l'initiative ALTM s'est étendue et est actuellement mise en œuvre dans huit lieux publics (en octobre 2017).

FINANCEMENT ET RESSOURCES

L'action conduite par l'ALTM est financée par plusieurs partenaires (autorités locales, organismes de logements sociaux, transports, acteurs privés) sur la base de projets territoriaux. Les coûts annuels des interventions de l'ALTM s'élèvent à environ 200 000 euros, montant qui couvre les huit lieux publics où l'opération de médiation sociale est actuellement en cours. La Ville de Lyon joue un rôle de coordinateur, facilitant la coopération entre les partenaires financiers, les partenaires opérationnels et autres acteurs impliqués.

RÉSULTATS

L'intervention ALTM introduite en 2014 suit une approche intégrée et cible les aspects de la prévention et de la cohésion sociale. Les activités menées sur la place comprennent la présence de médiateurs sociaux en uniforme, des activités de sensibilisation, des interventions servant à rappeler la réglementation applicable dans les lieux publics (réglementation associée à la consommation d'alcool ou aux substances narcotiques illégales), et l'accès à l'information concernant les services sociaux et les aides sociales visant principalement les personnes vivant dans la pauvreté et/ou en détresse.

L'aiguillage vers les services publics est un processus clef visant à répondre aux besoins des usagers de la Place Gabriel Péri. Cette approche nécessite néanmoins un suivi attentif et une étroite collaboration avec les autorités responsables. L'équipe de médiation sociale de la place Gabriel Péri consiste en quatre médiateurs sociaux et un responsable. Leurs rapports hebdomadaires sont régulièrement discutés avec tous les intervenants du projet (bien que les protocoles ne soient pas rendus publics). Cela permet l'étroite supervision de l'évolution de la situation et peut donner lieu à des ajustements en connaissance de cause, si nécessaire.

Dans la période du 1er janvier au 15 septembre 2017, l'équipe du projet ALTM est intervenue dans 4157 cas, dont 1361 place Gabriel Péri (32,7% de l'ensemble des interventions), ce qui atteste de la priorité continue du projet. Globalement, les effets

de l'action de l'ALTM place Gabriel Péri se manifestent par des changements positifs dans le quartier, notamment la réduction des tensions sociales et une amélioration du sentiment de sûreté et de sécurité manifeste auprès des résidents de la place Gabriel Péri. L'approche de médiation a notamment permis aux habitants et aux commerçants locaux de reconquérir l'espace public. Témoin de cette évolution, depuis 2015, la place a accueilli des événements et divertissements locaux de musique et théâtre.

LIMITES ET DÉFIS

Tout au long du projet, l'ALTM a été confrontée à trois types de défis:

- L'accès aux ressources financières
- Des changements imprévus au sein du tissu social de la place (par ex. changement des schémas migratoires et démographiques)
- Le savoir-faire associé au fonctionnement de différentes institutions

L'intervention de l'ALTM nécessite une compréhension approfondie du travail et des structures des organisations partenaires (aussi bien au niveau associatif qu'institutionnel) afin de permettre à l'espace public de se «rétablir» durablement et de répondre de manière proactive aux demandes sur le terrain.

Le contexte social en jeu sur la place est divers et complexe, et il est essentiel que les interventions respectent et reflètent cet aspect. De nombreux problèmes ne peuvent être résolus qu'avec le soutien des services d'urgence et/ou d'autres organismes professionnels qui viennent en aide aux personnes vulnérables. Alors que l'intervention ALTM s'oriente fortement sur la cohésion sociale et la reconquête de l'espace public pour les citoyens, son approche de médiation sociale s'accompagne d'offres visant des groupes vulnérables spécifiques. Ceci implique en particulier la mise en contact avec des organisations fournissant un soutien à des groupes spécifiques comme les prostitués.

Cela dit, ce soutien n'est pas proposé de façon équitable à tous les résidents de la place. Les médiateurs de l'ALTM sont par exemple tenus de demander aux vendeurs à la sauvette de remballer leurs marchandises, et dans certains cas la police a été appelée pour intervenir. Cette réponse limite fortement les opportunités d'inclusion des groupes et individus qui sont exclus des canaux officiels, tels que les personnes engagées dans des activités économiques parallèles ou les immigrés dont les droits ne sont pas reconnus (par ex. demandeurs d'asile déboutés sans papiers officiels).

ENSEIGNEMENTS

Dans l'ensemble, l'intervention de l'ALTM s'est avérée fructueuse et a contribué à apaiser les tensions sociales dans les espaces publics ayant des dynamiques sociales complexes. L'approche de médiation

permet des interactions sociales dans un environnement plus sûr et encourage ainsi la cohésion sociale. En apportant des conseils et en facilitant l'orientation vers les institutions publiques et privées, l'ALTM contribue en outre au dialogue entre les différentes parties prenantes et donc, à une intégration sociale plus durable. Toutefois, le partenariat multipartite nécessite quelques principes d'orientation clairs pour atténuer l'impact de l'arbitrage entre les intérêts publics et l'assurance des droits de tout un chacun dans le cadre d'une approche respectueuse des droits de l'Homme (par ex. droit des vendeurs à la sauvette, des demandeurs d'asile déboutés ou des sans-papiers).

Pour mettre en place une approche holistique, l'initiative s'appuie sur un collectif d'intervenants. Travailler avec divers partenaires nécessite un réseau bien établi, assurant des échanges fréquents et des réunions de coordination pour répondre aux engagements à préciser en pratique. La rédaction de rapports de contrôle hebdomadaires communiqués à toutes les parties prenantes est un élément important afin de garder une trace des développements imprévus qui émergent sur le terrain. Une intervention telle que celle de l'ALTM nécessite de la flexibilité pour répondre aux facteurs extérieurs susceptibles d'influer sur les conditions sur le terrain (par ex. changement des schémas migratoires et démographiques, nouvelles politiques/alternances et messages politiques etc.).

L'intervention de l'ALTM suscite une prise de conscience émergente sur les besoins et les droits de certains groupes vivant dans la précarité à Lyon. Toutefois, il reste

une tension non résolue quant à l'équilibre à atteindre entre les interventions de sécurité et de médiation. Pour répondre aux besoins de tous les habitants, les approches s'appuyant sur les droits de l'Homme menées par l'ALTM doivent se renforcer et se démocratiser. Cela passe par l'offre d'un soutien social aux usagers de l'espace public lyonnais dans leur entière diversité. Cette approche apaiserait encore plus les tensions dans le quartier et renforcerait la cohésion sociale en reconnaissant le droit de tous les habitants à la vie urbaine.

RÉFÉRENCES

L'étude de cas présentée s'appuie sur des informations fournies par la Municipalité de Lyon. Elles comprennent des informations orales obtenues par appels Skype ainsi que des données écrites non publiées sur les initiatives et le Profil Migratoire de Lyon publié par MC2CM. L'étude de cas se base également sur des renseignements provenant de:

- ALTM. (n.d.). L'agence Lyon Tranquillité Médiation (ALTM). Consultée le 21 octobre 2017, sur <http://altm.fr/index.php#Sect1>
- Open Society Foundations. (2015). At Home in Europe: Europe's White Working Class Communities - Lyon. New York: Open Society Foundation.
- Equipe de formation du CGLU. (n.d.). Metropolis. Consultée le 21 octobre 2017, sur la place Gabriel Péri – gestion d'un espace public pour assurer une intégration sociale durable: <http://policytransfer.metropolis.org/case-studies/lyon-tranquillite-mediation-agency-altm>

Aucun entretien avec les médiateurs, les bénéficiaires du projet ou les acteurs de la société civile n'a été réalisé

Co - financé par l'Union Européenne



Co - financé par



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development
and Cooperation SDC



 @urban_migration
 icmpd.org/mc2cm
 mc2cm@city-to-city.org